

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

ELECTRICITE DE STRASBOURG

Société Anonyme au capital de 71 693 860 €
Siège social : 26, Boulevard du Président Wilson 67000 STRASBOURG
558 501 912 R.C.S STRASBOURG
www.es.fr

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**AVIS DE REUNION**

Les actionnaires sont informés qu'une assemblée générale ordinaire est convoquée le **jeudi 4 juin 2026 à 14h30** au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

Ordre du jour

1. Lecture du rapport d'activité du Conseil d'administration sur l'exercice social 2025 et sur les comptes consolidés de l'exercice 2025
2. Lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, du rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés, ainsi que du rapport sur les comptes consolidés
3. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes chargé de certifier les informations en matière de durabilité
4. Lecture du rapport du Comité de mission, incluant l'avis de l'Organisme Tiers Indépendant
5. Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2025
6. Affectation du résultat
7. Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce
8. Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025
9. Composition du Conseil d'administration
10. Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au titre de l'article L. 22-10-9 du code de commerce pour l'exercice 2025
11. Approbation des éléments de la rémunération versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 à Monsieur Marc KUGLER
12. Approbation des éléments de la rémunération versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 à Madame Anne-Véronique FAURÉ
13. Approbation de la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2026
14. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs pour l'exercice 2026
15. Pouvoirs à donner en vue des publications légales

Projets de résolutions

PREMIÈRE RÉSOLUTION. – L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur l'exercice 2025, approuve dans toutes leurs parties et dans la présentation qui leur en a été faite, les comptes sociaux dudit exercice et le bilan au 31 décembre 2025.

Ce bilan fait ressortir un bénéfice de 127 340 647,66 €.

DEUXIÈME RÉSOLUTION. – L'Assemblée générale approuve l'affectation du bénéfice de 127 340 647,66 € telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration, à savoir, compte tenu d'un report à nouveau antérieur de 5 168 354,00 € :

TOTAL À RÉPARTIR	132 509 001,66 €
dotation à la réserve légale (limitée à 10 % du capital social)	0,00 €
distribution d'un dividende de 13,70 € par action (7 169 386 actions)	98 220 588,20 €
distribution au titre du bénéfice de l'exercice	98 220 588,20 €
affectation sur la réserve facultative	29 120 059,46 €
report à nouveau	5 168 354,00 €

Le dividende versé s'élevait à 11,00 € au titre de l'exercice 2024, 8,60 € au titre de l'exercice 2023 et 2,65 € au titre de l'exercice 2022.

Il sera versé à partir du 9 juin 2026.

« Prélèvement forfaitaire non libératoire (PFNL art. 117 quater du C.G.I.)

Conformément aux dispositions fiscales en vigueur suite à la publication au journal officiel le 31/12/2017 de la loi de finances pour 2018, ce dividende fait l'objet d'un prélèvement forfaitaire unique (PFU). Ce taux a été porté de 30 % à 31,4 % dans le cadre de la loi de finance 2026. Il se compose de :

- 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu ;
- 18,6 % au titre des prélèvements sociaux (C.S.G., C.R.D.S....).

Dispenses conditionnelles (art. 242 quater du C.G.I.)

Les actionnaires, sous réserve que leur foyer fiscal ait un revenu fiscal de référence (revenus de l'avant-dernière année précédant le versement) inférieur à 50 000 € (personne seule) ou 75 000 € (couple mariés ou pacsés) peuvent demander à être dispensés de la retenue de 12,8 %.

La dispense n'est pas automatique et doit être demandée par le bénéficiaire, sous la forme d'une attestation sur l'honneur, auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement.

Option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu (art. 200 A.2. du C.G.I.)

L'actionnaire, s'il y a intérêt, notamment en fonction de sa tranche marginale d'imposition, et sous réserve que cette option annuelle, expresse et irrévocable, soit exercée pour l'ensemble des revenus et plus-values soumis au P.F.U. lors de sa déclaration de revenus, peut opter pour l'imposition des dividendes au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Cette option a pour conséquences :

- Application d'un abattement, non plafonné, de 40 % sur les dividendes bruts (art.158 3 2ème du C.G.I.) ;
- C.S.G. (contribution sociale généralisée) déductible de 6,8 % (sur un total de prélèvements sociaux de 17,2 %).

Nous vous informons également d'un montant de 19 174 € de charges non déductibles, soit un impôt correspondant de 4 952 €, fiscalement visées à l'article 39-4 du CGI (article 223 quater du CGI). »

TROISIÈME RÉSOLUTION. – L'Assemblée générale approuve les conventions mentionnées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes et entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 du code de commerce, ainsi que les opérations qui y sont relatées.

QUATRIÈME RÉSOLUTION. – L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes au cours de l'exercice 2025, approuve, dans toutes leurs parties et dans la présentation qui leur en a été faite, les comptes consolidés dudit exercice et le bilan consolidé au 31 décembre 2025.

Ce bilan se solde par un résultat net consolidé (part du groupe) de 157 984 684,71 €.

CINQUIÈME RÉSOLUTION. – L'Assemblée générale ratifie la cooptation décidée par le Conseil d'administration du 18 février 2026, de Mme Anne JANCOVICI née le 31/08/1977 à Reims, domiciliée 34 rue Singer à 75016 Paris en remplacement de Mme Pascale GRANOTIER, démissionnaire.

SIXIÈME RÉSOLUTION. – Après avoir ratifié la cooptation de Mme Anne JANCOVICI, l'Assemblée générale décide de nommer Mme Anne JANCOVICI en qualité d'administratrice pour la durée statutaire de cinq ans à compter de la présente Assemblée, afin d'assurer un échelonnement des mandats au sein du Conseil d'administration, tel que recommandé par le Code AFEP-MEDEF.

En conséquence, le mandat d'administratrice de Mme Anne JANCOVICI prendra fin à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2031 sur les comptes de l'exercice clos en 2030.

Mme JANCOVICI a déclaré accepter ce mandat et remplir toutes les conditions légales et statutaires pour son exercice.

SEPTIÈME RÉSOLUTION. – L'Assemblée générale décide de nommer comme nouvelle administratrice indépendante, Mme Christine MEYER-FORRLER, née le 7 mai 1969 à Strasbourg, domiciliée 1 rue du Sylvaner à 67370 Truchtersheim pour une période de cinq ans soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2031 sur les comptes de l'exercice clos en 2030.

Mme MEYER-FORRLER a déclaré accepter ce mandat et remplir toutes les conditions légales et statutaires pour son exercice.

HUITIÈME RÉSOLUTION. – L'assemblée générale, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 du code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 du code de commerce qui y sont présentées (section 6).

NEUVIÈME RÉSOLUTION. – L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 du code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Marc KUGLER, qui y sont présentés (section 6.2.2.1.).

DIXIÈME RÉSOLUTION. – L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 du code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à Madame Anne-Véronique FAURÉ qui y sont présentés (section 6.2.2.1.).

ONZIÈME RÉSOLUTION. – L'assemblée générale, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-8 du code de commerce, la politique de rémunération du Directeur général telle qu'elle y est décrite (section 6).

DOUZIÈME RÉSOLUTION. – L'assemblée générale, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-8 du code de commerce, la politique de rémunération de la Directrice générale déléguée telle qu'elle y est décrite (section 6).

TREIZIÈME RÉSOLUTION. – L'assemblée générale, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-8 du code de commerce, la politique de rémunération des Administrateurs telle qu'elle y est décrite (section 6).

QUATORZIÈME RÉSOLUTION. – Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée générale pour faire tous dépôts, publications et déclarations prévus par la loi.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de prendre part à l'Assemblée, de voter par correspondance, ou de s'y faire représenter en donnant pouvoir au Président, à un autre actionnaire, membre de cette assemblée, à son conjoint ou au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou à toute personne physique ou morale de son choix, en application de l'article L. 22-10-39 du code de commerce.

1. Formalités préalables

Conformément à l'article R.22-10-28 du code de commerce, seront seuls admis à y participer, à s'y faire représenter par le Président ou à voter à distance, les actionnaires dont il pourra être justifié au préalable de cette qualité par l'inscription en compte de leurs titres à leur nom au plus tard le cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit le **28 mai 2026 à zéro heure**, soit dans les comptes de titres tenus par la société, soit dans les comptes de titres tenus par l'intermédiaire habilité.

2. Modalités de vote à distance ou par procuration

Pour cette Assemblée, il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de télécommunication ou de visioconférence et, de ce fait, aucun site ne sera aménagé à cette fin.

Les actionnaires peuvent se procurer sur le site Internet de la société <https://groupe.es.fr/investisseurs-et-presse/investisseurs-et-actionnaires> le formulaire unique de vote à distance ou par procuration ou utiliser celui qui sera joint à leur convocation.

Ce formulaire devra être renvoyé au siège de la société, à l'adresse postale 26 boulevard du Président Wilson 67932 Strasbourg Cédex 9, ou par voie électronique à l'adresse actionnaires@es.fr

Il est rappelé que les procurations écrites et signées doivent indiquer les nom, prénom et adresse de l'actionnaire ainsi que ceux de son mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution.

En l'absence d'indication de mandataire, le président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable sur tous les autres projets de résolutions.

Les votes à distance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis parvenus à la société à l'adresse mail ou postale précitée au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée générale, **soit le 1^{er} juin 2026**.

3. Demande d'inscription de points ou de projet de résolution à l'ordre du jour

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R.225-71 du code de commerce devront être envoyées au siège social à l'adresse postale précitée, par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie électronique à l'adresse questions_ag_actionnaires@es.fr au plus tard vingt-cinq jours avant la tenue de l'Assemblée générale, **soit le 10 mai 2026**. Ces demandes devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour est motivée. La demande d'inscription des projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution assortis d'un bref exposé des motifs.

L'examen du point ou de la résolution est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription des titres dans les mêmes comptes au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit le **28 mai 2026**.

4. Questions écrites

En application des articles L.225-108 et R.225-84 du code de commerce, tout actionnaire peut poser des questions écrites. Celles-ci sont envoyées au siège social par lettre recommandée avec avis de réception adressée au président du Conseil d'administration ou par voie électronique à l'adresse questions_ag_actionnaires@es.fr au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale, soit le **29 mai 2026**.

Elles sont accompagnées d'une attestation d'inscription soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier.

Le Conseil d'administration répondra au cours de l'Assemblée générale ou, conformément à l'article L.225-108 du code de commerce, la réponse sera réputée donnée dès lors qu'elle figure sur le site internet de la Société.

5. Droit de communication des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents prévus aux articles R.22-10-23 et R.225-83 du code de commerce qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de l'Assemblée générale seront disponibles dans les délais légaux sur le site Internet <https://groupe.es.fr/investisseurs-et-presse/investisseurs-et-actionnaires>

Le Conseil d'administration.